

De provincieraad benoemt of ontslaat de directeur-stagiair binnen drie maanden na afloop van de stage. De overschrijding van deze termijn vormt geen beletsel voor ontslag of benoeming.”;

2° in paragraaf 2, vervallen de woorden “derde lid”.

Art. 9. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De aanwervingsprocedures die vóór de inwerkingtreding van deze wijzigingen zijn ingeleid, worden beheerst door de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van artikel 8 van dit besluit, dat in werking treedt op de in het eerste lid 1 bedoelde datum.

Art. 11. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201309]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 18 avril 2013, L1124-16, remplacé par le décret du 18 avril 2013 et modifié par le décret du 19 juillet 2018 et L1124-22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 2, remplacés par le décret du 18 avril 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 11 septembre 2018;

Vu l'avis n° 64.818/4 du Conseil d'État, donné le 18 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de mobilité » sont insérés entre les mots « de nomination » et « et de promotion »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le projet de délibération concerne la création d'un emploi de directeur général adjoint, le collège ou le conseil sollicite l'avis du directeur général au moins 10 jours avant l'envoi de la convocation pour la réunion de concertation syndicale telle que définie par les chapitres III et IIIbis de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. L'avis du directeur général est joint à la convocation. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le jury visé au paragraphe 1^{er}, 3°, est composé de :

1° deux experts désignés par le collège;

2° un enseignant d'une université ou d'une école supérieure, désigné par le collège;

3° deux représentants désignés par la fédération concernée par l'examen et disposant de trois années d'ancienneté dans la fonction. Les années de prestations en qualité de faisant fonction sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté. »;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

“ § 4. Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le collège propose au conseil un candidat stagiaire. Le rapport du jury est motivé et contient les résultats de l'ensemble des épreuves. Lorsqu'un ou plusieurs candidats sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, celle-ci est éliminatoire pour les candidats qui n'en sont pas dispensés. ”.

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le règlement prévoit les diplômes requis pour le recrutement aux fonctions de directeurs qui sont au minimum titulaires d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre I^{er}/1 intitulé « De la mobilité », comportant les articles 5 et 6 existants.

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1° :

- le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier d'une commune, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi du même titre dans une commune ou un centre public d'action sociale;

- le directeur général d'une commune, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi de directeur général adjoint d'une commune ou d'un centre public d'action sociale;
- le directeur général adjoint d'une commune, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi de directeur général d'une commune ou d'un centre public d'action sociale.

Les receveurs régionaux, nommés à titre définitif au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la dispense prévue à l'alinéa précédent, lorsqu'ils se portent candidat à un emploi de directeur financier d'une commune.

Le candidat ne peut être dispensé de l'épreuve prévue à l'article 3, § 2, 2^o. ».

Art. 6. L'article 7, § 2, du même arrêté, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

" Pour le calcul des dix années d'ancienneté, sont pris en compte les services prestés tant au sein de la commune qu'au sein du centre public d'action sociale du même ressort. ».

Art. 7. L'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. L'article 9, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 9. A leur entrée en fonction, les directeurs sont soumis à une période de stage d'un an.

En cas de force majeure, le conseil communal peut prolonger la durée du stage. ».

Art. 9. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots « disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction » sont remplacés par les mots « disposant d'un minimum de trois années d'ancienneté dans la fonction »;

2^o il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les années de prestations en qualité de directeur faisant fonction sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté visée à l'alinéa précédent. ».

Art. 10. L'article 11, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction. Un membre du collège communal est associé à l'élaboration du rapport.

Lorsque le directeur concerné est un directeur général adjoint, le directeur général émet un avis sur l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction.

Dans le mois qui suit la date de fin du stage, le rapport et, le cas échéant, l'avis du directeur général sont transmis au conseil communal. A défaut de rapport dans ledit délai, le collège communal enjoint à la commission de fournir ce rapport au conseil communal dans un délai de quinze jours.

Dans le mois de la transmission du rapport, le collège communal l'inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil communal. Si, à l'échéance du délai supplémentaire visé à l'alinéa 3, le rapport fait toujours défaut, le collège prend acte de l'absence de rapport et inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil communal la nomination ou le licenciement du directeur.

En cas de rapport de la commission concluant au licenciement ou de proposition de licenciement, le collège en informe le directeur stagiaire au moins quinze jours avant la séance du conseil. Le directeur stagiaire, s'il le souhaite, est entendu par le conseil.

Le conseil communal prononce la nomination ou le licenciement du directeur stagiaire dans les trois mois qui suivent la date de fin du stage. Le dépassement de ce délai ne fait pas obstacle ni à un licenciement, ni à une nomination."

Art. 11. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Les procédures de recrutement initiées avant l'entrée en vigueur des présentes modifications sont régies par les dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception de l'article 10 du présent arrêté, lequel entre en vigueur à la date visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201309]

24 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden in de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur in een gemeente

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, de artikelen L1124-2, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, L1124-16, vervangen bij het decreet van 18 april 2013 en gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018 en L1124-22, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid, vervangen bij het decreet van 18 april 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur in een gemeente;

Gelet op het verslag van 13 juni 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 juli 2018 van het Waals Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 11 september 2018;

Gelet op advies nr. 64.818/4 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur in een gemeente, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "de mobiliteit" worden ingevoegd tussen de woorden "de benoeming" en de woorden "en de bevordering";

2^o het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Indien het ontwerp van beraadslaging betrekking heeft op de creatie van een betrekking van adjunct-directeur-generaal, verzoekt het college of de raad het advies van de directeur-generaal ten minste tien dagen vóór de verzending van de uitnodiging voor de vakbondoverlegvergadering zoals omschreven bij de hoofdstukken III en IIIbis van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. Het advies van de directeur-generaal wordt bij de oproeping gevoegd."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. De jury bedoeld in paragraaf 1, 3^o, is samengesteld uit :

1^o twee deskundigen aangewezen door het College;

2^o een leerkracht van een universiteit of hogeschool, aangewezen door het college;

3^o twee vertegenwoordigers aangewezen door de federatie die bij het examen betrokken is en die over een anciënniteit van minstens drie jaar in de functie beschikken. Voor de bepaling van de anciënniteit wordt rekening gehouden met de dienstjaren als waarnemend ambtsbekleder."

2^o paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

"§ 4. Op basis van het verslag opgesteld door de jury en na eventueel de laureaten te hebben gehoord, stelt het College een kandidaat-stagiair aan de Raad voor. Het rapport van de jury is gemotiveerd en bevat de resultaten van alle tests. Wanneer een of meer kandidaten vrijgesteld zijn van de proef bedoeld in artikel 3, § 2, 1^o, is deze uitschakelend voor kandidaten die er niet van zijn vrijgesteld."

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 4. Het reglement voorziet in de vereiste diploma's voor de aanwerving in de functies van directeurs die minstens houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot een betrekking van niveau A."

Art. 4. In hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd, met als opschrift "Mobiliteit", dat de bestaande artikelen 5 en 6 omvat.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 5. De volgende personen worden vrijgesteld van de test bedoeld in artikel 3, § 2, 1^o :

- de vastbenoemde directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur van een gemeente, wanneer hij zich kandidaat stelt naar een betrekking met dezelfde titel in een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

- de vastbenoemde directeur-generaal van een gemeente, wanneer hij zich kandidaat stelt naar een betrekking van adjunct-directeur-generaal in een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

- de vastbenoemde directeur-generaal van een gemeente, wanneer hij zich kandidaat stelt naar een betrekking van directeur-generaal in een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit vastbenoemde gewestelijke ontvangers, genieten van de vrijstelling bedoeld in het vorige lid, als ze zich kandidaat stellen voor een betrekking van financieel directeur van een gemeente.

De kandidaat kan niet worden vrijgesteld van de test bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o."

Art. 6. Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"Voor de berekening van de anciënniteit van tien jaar, wordt rekening gehouden met de diensten die zowel binnen de gemeente als binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van hetzelfde rechtsgebied worden verleend.

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 9 Bij hun indiensttreding worden de directeurs aan een stageperiode van één jaar onderworpen.

In geval van overmacht kan de gemeenteraad de duur van de stage verlengen."

Art. 9. In artikel 10, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid, worden de woorden "die over een anciënniteit van minstens tien jaar in de functie beschikken" vervangen door de woorden "die over een anciënniteit van minstens drie jaar in de functie beschikken";

2^o het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Voor de bepaling van de anciënniteit bedoeld in het vorige lid wordt rekening gehouden met de dienstjaren als waarnemend directeur."

Art. 10. Artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Na afloop van de stageperiode, gaat de commissie over tot de evaluatie van de directeur en stelt een gemotiveerd rapport op waarin zij besluit tot de (on)geschiktheid van de betrokken directeur om de functie uit te oefenen. Een lid van het Gemeentecollege wordt betrokken bij de uitwerking van het rapport.

Wanneer de betrokken directeur de adjunct-directeur-generaal is, geeft de directeur-generaal advies uit over de (on)geschiktheid van de betrokken directeur om de functie uit te oefenen.

Binnen de maand die volgt op de einddatum van de stage, wordt het rapport en, in voorkomend geval, het advies van de directeur-generaal, toegezonden aan de gemeenteraad. Bij gebrek aan rapport binnen deze termijn, gelast het gemeentecollege de commissie dit rapport binnen een termijn van vijftien dagen aan de gemeenteraad te bezorgen.

Binnen een maand na de toezending van het rapport, neemt het gemeentecollege het op de agenda van de volgende gemeenteraad op. Indien, na afloop van de bijkomende termijn bedoeld in het derde lid, het rapport steeds ontbreekt, neemt het college akte van het ontbreken van een rapport en neemt de benoeming of het ontslag van de directeur op de agenda van de volgende gemeenteraad op.

In geval van een rapport van de commissie waarin wordt besloten tot het ontslag of tot een voorstel tot ontslag, brengt het college de directeur-stagiair op de hoogte daarvan minstens vijftien dagen vóór de vergadering van raad. Als hij het wenst, kan de directeur-stagiair worden gehoord door de raad.

De gemeenteraad benoemt of ontslaat de directeur-stagiair binnen drie maanden na afloop van de stage. De overschrijding van deze termijn vormt geen beletsel voor ontslag of benoeming. ”.

Art. 11. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De aanwervingsprocedures die vóór de inwerkingtreding van deze wijzigingen zijn ingeleid, worden beheerst door de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van artikel 10 van dit besluit, dat in werking treedt op de in het eerste lid 1 bedoelde datum.

Art. 13. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

—————

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201312]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les règles relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs prestés dans le secteur public et privé par les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints et les directeurs financiers communaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-9, alinéa 1^{er}, modifié par les décrets des 18 avril 2013 et 19 juillet 2018 et L1124-35, alinéa 3, modifié par le décret du 18 avril 2013;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 11 septembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des directeurs généraux, des directeurs généraux adjoints et des directeurs financiers communaux, les prestations effectuées dans les services publics suivants sont prises en considération :

1^o les services de l'Union européenne, d'un Etat membre de l'Union européenne, d'Afrique, des agglomérations de communes, des fédérations de communes, des associations de communes, des services et établissements intercommunaux d'assistance publique, des commissions d'assistance publique, des centres publics d'action sociale, des caisses publiques de prêts ou d'autres services publics, soit comme militaire de carrière, soit comme titulaire d'une fonction rémunérée comportant soit des prestations complètes, soit des prestations incomplètes;

2^o les établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire d'une fonction à prestations complètes ou à prestations incomplètes rémunérée par une subvention-traitement;

3^o les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire d'une fonction à prestations complètes ou à prestations incomplètes rémunérée par une subvention-traitement.

Art. 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, l'on entend par :

1^o le service de l'Union européenne, d'un Etat membre de l'Union européenne : tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, et non constitué en personne juridique;

2^o le service d'Afrique: tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;

3^o les autres services publics :

a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;

b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et qui était constitué en personne juridique;

c) tout service relevant d'une association de communes, d'un centre public d'action sociale, d'une agglomération ou ayant relevé d'une fédération de communes, ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

d) toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions;

4^o les militaires de carrière :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;

b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires à l'exclusion des prestations d'entraînement;

c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;

d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou réengagement;